



Extrait de :

Québec, ville et capitale

Collection Atlas historique du Québec,
Les Presses de l'Université Laval, 2001.

Deuxième partie : Une ville impériale
Deuxième chapitre : D'une métropole à l'autre
Yvon Desloges, « **Les défis urbanistiques : l'opposition entre la place forte et la ville** », p. 150-153.

LES DÉFIS URBANISTIQUES

L'OPPOSITION ENTRE

LA PLACE FORTE ET LA VILLE

À Québec, les ingénieurs militaires britanniques ne proposent pas de plan d'ensemble pour le développement urbain, aucun plan de lotissement, aucun quadrillage de rues. Ils interviennent minimalement, sans doute parce qu'ils ne disposent d'aucune tradition en urbanisme militaire. Pour eux, la ville conquise est une place forte qui doit demeurer fonctionnelle, car plusieurs menaces pèsent et pèseront sur elle. La règle de base veut que l'activité urbaine ne nuise pas aux activités défensives.

SE PRÉMUNIR CONTRE LE SIÈGE

Septembre 1759. Québec capitule sans que la fortification de Chaussegros de Léry n'ait servi. Les militaires britanniques héritent toutefois d'une fortification incomplète et, après reconnaissance de la place de guerre, leurs ingénieurs concluent à la nécessité de construire une citadelle pour assurer logement et approvisionnement. La citadelle symbolise leur idéal. La construction d'un tel ouvrage sur le Cap-aux-Diamants viserait trois buts : assurer la domination sur le fleuve et donc la circulation maritime ; se protéger contre l'éventuel assiégeant qui s'établirait sur les hauteurs d'Abraham et, évidemment, contrôler la population urbaine. Toutefois, la guerre de Sept Ans aura drainé les coffres de la trésorerie britannique de sorte que tout projet de construction se voit refusé. Craignant un retour des anciens maîtres de la colonie, les autorités militaires doivent néanmoins se prémunir contre un éventuel siège, comme celui qui est conduit par les Français au printemps de 1760 dans une tentative de reconquête de la ville. La capitale devient dès lors une ville de garnison, un objet militaire au sein duquel croissance urbaine et impératifs défensifs s'entrechoqueront.

Or, l'occupation des hauteurs du Cap-aux-Diamants par la construction d'une citadelle représente une réduction importante de la surface à bâtir en haute-ville. Puisque toute citadelle constitue le refuge ultime contre un ennemi ou encore pour la répression d'un soulèvement populaire, elle exige un aménagement particulier avec glacis ou zone *non ædificandi* (variant de 300 à 350 pi — 90 à 110 m — entre le chemin couvert et le réseau de rues) et un contrôle sur les rues avoisinantes. L'alignement de ces rues est subordonné au tir d'artillerie de la citadelle. Dans ce secteur de la ville, Chaussegros de Léry avait identifié 14 îlots réguliers et 5



PLAN DE JAMES MURRAY, 1762.

Archives nationales du Canada, James Murray, C-46448.

Avant même que Québec ne soit définitivement cédée à l'Angleterre, James Murray et les ingénieurs militaires britanniques recommandent la construction d'une citadelle sur les hauteurs du Cap-aux-Diamants. Ceci dénote deux phénomènes : d'une part, l'importance qu'attache l'Angleterre à la prise du Canada, de l'autre, le peu de confiance que les militaires ont en l'enceinte de Chaussegros de Léry.

irréguliers pour une capacité de près de 300 maisons. La servitude pèse lourd, puisque cela représente 30 % du potentiel d'accroissement urbain englouti dans les besoins défensifs dès 1763, alors que le gouverneur interdit toute construction dans ce secteur du Cap-aux-Diamants. De fait, en 1871, date du départ des troupes britanniques, la haute-ville compte 712 maisons, ce qui confirme la justesse de la prévision de croissance de Chaussegros de Léry.



L'INVASION AMÉRICAINE ET LE FAUBOURG SAINT-JEAN

L'empire que Londres avait conquis à grands frais s'écroule à peine 15 ans après la Conquête quand le frère d'hier devient un adversaire. Avec la seule province de Québec et les colonies limitrophes, les Britanniques se retrouvent dans une situation qui rappelle celle des Français naguère. Qui plus est, ces mêmes Français se rangent du côté des Américains. Et si une escadre française remontait le Saint-Laurent... ? 1775 : les Américains Benedict Arnold et Richard Montgomery parviennent jusqu'à Québec alors qu'ils jouissent du soutien d'une bonne part de la population coloniale francophone. Ils établissent leur camp sur les hauteurs d'Abraham. Toutefois, la neige et le froid hivernal auront raison de leur stratégie.

Lors de leur siège, les Américains tirent partie des constructions civiles au faubourg Saint-Jean en y cherchant refuge, résultantes d'une mauvaise reconnaissance de la place et du peu d'égards que les militaires britanniques accordent à la fortification. Situé sur le plateau inférieur, le faubourg, s'était-on dit, ne peut être d'aucune utilité en cas de siège. Entre-temps, les militaires l'auront laissé croître parce qu'ils étaient convaincus de l'inutilité de l'enceinte de Chaussegros de Léry. Et pourtant... par deux fois, elle leur avait permis de conserver la ville.

Une fois les Américains repoussés, la réaction des militaires britanniques est presque immédiate : ils réclament et obtiennent la permission d'ériger une citadelle temporaire faite de terrassements et de bâtiments en bois sur les hauteurs du Cap-aux-Diamants. Le vide indispensable aux opérations militaires se constate dorénavant non seulement à l'extérieur des murs, mais aussi à l'intérieur par l'apparition des glacis de la citadelle. Autre manifestation de cette volonté d'isolement : la création de l'Esplanade (1779-1783) qui crée un vide entre la ville et le rempart, sans compter le secteur des casernes qui a été repris des Français. Toutefois, des aménagements comme l'Esplanade ou encore les constructions du bastion Saint-Louis ne représentent que des blocs fonctionnels, non planifiés et sans symétrie.

PLAN DE 1779.

Archives nationales du Canada, C-55479.

L'emplacement de la future citadelle est délimité depuis 1763 et apparaît clairement sur ce plan.

LE PLAN DE DÉFENSE DE GOTHER MANN

Conscientes de la fragilité des constructions du Cap-aux-Diamants, mais aussi de celle du plan de défense colonial, les autorités britanniques dépêchent dans la colonie l'ingénieur Gother Mann afin qu'il procède à l'évaluation du plan de défense colonial et de diverses constructions défensives. Pour Québec, Mann propose un plan de défense en quatre points : terminer l'enceinte sur les deux côtés du triangle, occuper les hauteurs d'Abraham, aménager des structures défensives auxiliaires au-devant de l'enceinte et construire une citadelle... permanente. De 1786 à 1812, incités par les guerres révolutionnaires et les tensions avec les Américains, les militaires britanniques complètent le rempart sur la crête de la falaise et aménagent batteries et poudrières. Au-devant de la porte Saint-Louis, la plus rapprochée des hauteurs d'Abraham, ils construisent un ravelin et des contregardes. Sur les hauteurs d'Abraham, ils aménagent quatre tours Martello, situées à environ 1700 mètres du rempart. Il ne manque qu'une citadelle, construction qui sera érigée entre 1820 et 1830.

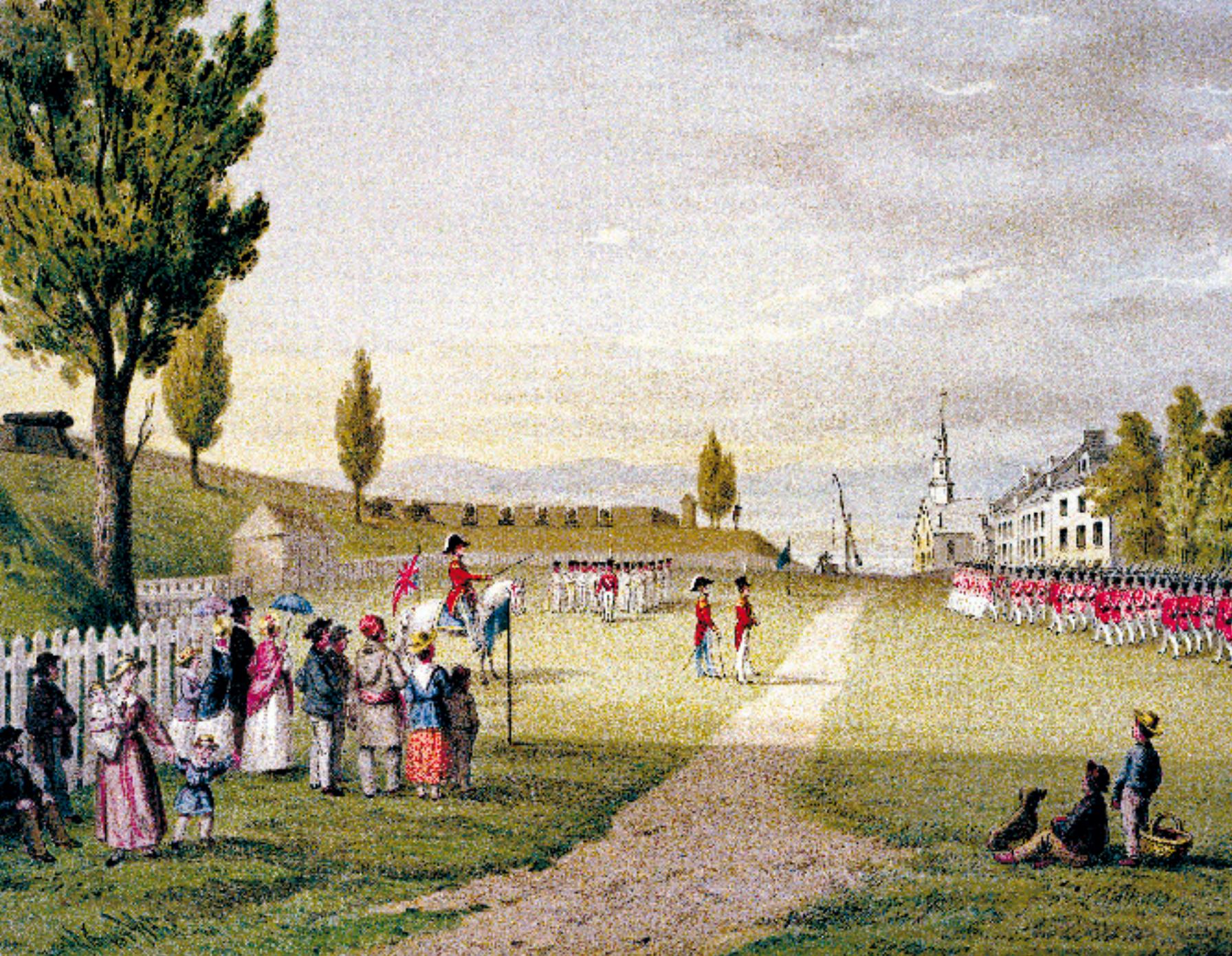
À l'arrivée de Gother Mann correspondent de nouvelles préoccupations sur les plans militaire et public : celles des empiètements urbains. À la fin du XVIII^e siècle, la question des terrains nécessaires à la défense devient primordiale. Cependant, afin de ne pas se mettre à dos la population francophone, on considère d'abord l'option des appropriations de gré à gré. Or, parallèlement à cette situation, les autorités civiles cherchent également à planifier la croissance urbaine : Gother Mann s'y oppose parce que le plan de l'arpenteur des chemins prévoit le quadrillage urbain jusqu'au pied de la contrescarpe. Dans ce contexte, le plan n'est pas homologué, mais les militaires ne proposent néanmoins rien en contrepartie.



PLAN DE 1771.

Archives nationales du Canada, C-42089.

Au-devant de la porte Saint-Jean, le faubourg du même nom se développe par agglutination au vu et au su des autorités militaires sans que celles-ci n'interviennent.



Les yeux rivés sur un idéal, la citadelle, les Britanniques ont perdu de vue la croissance de la ville. La population triple entre 1805 et 1830, passant à 27 000 habitants, augmentation en grande partie associée aux guerres napoléoniennes et au commerce du bois. Cette situation fait que la ville déborde dans les faubourgs, notamment dans le faubourg Saint-Jean. Or, la croissance de celui-ci ressemble à celle de la ville, puisque sa population passe de 2 000 à 8 700 personnes entre 1805 et 1842. Les habitations en viennent presque à toucher les tours Martello, de sorte que les militaires promulguent une zone *non ædificandi* (ou vide nécessaire) et acquièrent 22 hectares dans le faubourg. Toutefois, ces acquisitions de terres visent non seulement à créer le vide indispensable aux opérations militaires, mais bien plus à contrecarrer une seconde tentative pour implanter un plan d'extension urbaine.

Ce faisant, la pression pour lotir les hauteurs d'Abraham se fait de plus en plus forte. Or, toute construction civile entre le rempart et les tours Martello rendrait la défense impossible, d'autant plus qu'il s'agit du plateau supérieur sur lequel l'assiégeant éventuel érigerait ses batteries. Afin de se prémunir contre celui-ci, les autorités militaires

britanniques acquièrent, entre 1780 et 1850, sur les hauteurs d'Abraham quelque cent hectares. Le parc des Champs de bataille était né. En 1850, les militaires possèdent 42 % de la superficie de la haute-ville *intra-muros*, 35 % de celle du faubourg Saint-Jean, en plus des hauteurs.

Le programme urbain des ingénieurs britanniques se résume à peu de choses, si ce n'est s'accaparer de tous les terrains nécessaires à la défense. Or, ce leitmotiv, exprimé en période de croissance urbaine et de prospérité économique, dénote une opposition entre les activités urbaines et la place forte, opposition d'autant plus ferme qu'elle est canalisée au travers d'une organisation militaire fortement structurée et hiérarchisée, alors que les interlocuteurs du côté civil sont en position de faiblesse. Ce n'est qu'à compter de 1833 que les autorités municipales auront voix à ce chapitre. Coïncidence : c'est également à l'occasion de l'incorporation municipale que sera accepté le premier plan d'ensemble de la ville.

L'ESPLANADE.

Archives nationales du Canada,
Richard Sproule, 1832, C-1050.
En aménageant l'Esplanade, les
militaires britanniques créent une
zone tampon entre l'enceinte et
les habitations.

LES ENJEUX URBAINS ET LA DÉFENSE.

Photographie Parcs Canada.

Cette photo aérienne démontre de façon
éloquente l'opposition entre les besoins
défensifs et l'expansion urbaine. Parce
qu'ils ont cru devoir s'appropriier tous les
terrains nécessaires à la défense, et parti-
culièrement ceux qui se trouvaient vis-à-
vis de la Citadelle, les militaires britan-
niques ont vigoureusement résisté à
toute tentative de lotissement des hau-
teurs d'Abraham. La résultante : le parc
des Champs de bataille.

Par la suite, l'opposition entre la fonction défensive
et les activités urbaines se fera moins âpre puisque les for-
tifications, à la suite de l'amélioration aux armements, se
déplaceront sur la rive sud avec la construction des forts de
la Pointe-Lévis. La tension ne viendra plus des militaires,
mais des marchands et de la population qui verront dans
l'enceinte un obstacle au progrès et à la libre circulation
des biens et marchandises. Pour les marchands, il faut faire
le vide non plus à l'extérieur des murs, mais plutôt en
les rasant.



DÉMOLITION DE L'ENCEINTE.

L'Opinion publique, 14 septembre 1871.

Marchands et citoyens réclament à grands cris la disparition des fortifications
après le départ des troupes britanniques en 1871. Le travail de démolition
va bon train lorsqu'intervient le gouverneur général Lord Dufferin qui,
inspiré par les pratiques européennes, s'oppose à la destruction des fortifications
et propose certains compromis tels que la construction des portes Saint-Louis et Kent.